

Prolétaires
de tous
peuples
unissez-vous
pour
renverser
le régime
bourgeois
central
part
Communiste Révolutionnaire

La gauche et nous

N°56

pour le socialisme

6 F

QUINZAINE DU 7 AU 20 JANVIER 1982



Pologne

soutenir

la résistance

Elections : un test limité

SOMMAIRE

EDITORIAL : LA GAUCHE ET NOUS. Quel rapport à la gauche institutionnelle pour les révolutionnaires ?

POLOGNE : La répression contre le mouvement populaire polonais provoque au sein de la CGT des contradictions d'une ampleur sans précédent. Des initiatives de soutien au peuple polonais sont prises par des militants CGT en désaccord avec la position de leur direction confédérale (p. 4 et 5). Par quels moyens les révolutionnaires et les progressistes peuvent-ils, dans notre pays, organiser un soutien prolongé et efficace à la résistance du peuple polonais ? (p. 6)

PSU : Etre ou ne pas être dans la majorité gouvernementale, telle fut la question centrale débattue au Congrès du PSU. Les enjeux de ce Congrès, par notre envoyé spécial.

LES REQUINS ET LES COQUINS : Le rideau est retombé sur l'affaire de Broglie, sans que le mobile puisse aujourd'hui encore être connu avec certitude. Toutes les pistes possibles partent des affaires louches que menait le prince, et qui donnent un éclairage intéressant sur les mœurs de la droite politique et financière.

GREVE DES MEDECINS : BALLON D'ESSAI DE LA DROITE. La grève des médecins contre la déprivatisation des hôpitaux : un des multiples exemples des résistances des forces réactionnaires aux réformes gouvernementales.

PLS
souhaite
une bonne année
à ses lecteurs.

Directeur de publication : R. Rodriguez
Commission paritaire : n° 82 712
Imprimerie IPCC (Paris)
Pour toute correspondance
écrire à :
Pour Le Socialisme
c/o Front Rouge
BP 68 75019 Paris
Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66

Quatre élections législatives partielles se déroulent ces 17 et 24 janvier, à la suite de l'annulation de quatre élections du scrutin de juin dernier, prononcée par le Conseil constitutionnel le 3 décembre dernier. Il s'agit dans tous les cas de scrutins où la décision s'était faite au second tour à une faible différence de voix. Ont été ainsi invalidées l'élection de deux socialistes, d'un gaulliste de gauche soutenu par le PS et d'un RPR.

Dans la 4^e circonscription de Seine-et-Marne, l'élection du socialiste Marc Fromion avait été acquise par 29 865 voix contre 29 579 à l'ancien garde des sceaux Peyrefitte. Le vendredi précédant le second tour de scrutin, une réunion du candidat socialiste, avec la présence de Mauroy, avait été interrompue par des militants RPR venus de la région parisienne. Le candidat socialiste ayant mis en cause Peyrefitte à cette occasion, la radio-télévision avait rendu compte de ces propos le lendemain, samedi 20 juin. C'est sur cela que s'appuie le Conseil constitutionnel pour annuler l'élection, considérant que les propos tenus à cette occasion « *et comportant une mise en cause personnelle de M. Alain Peyrefitte* » avaient été rendus publics « *sans que celui-ci puisse répondre en temps utile par un moyen de diffusion ayant la même audience* ». En somme, Alain Peyrefitte a bien eu quelques raisons de faire troubler la réunion électorale de son adversaire : le Conseil constitutionnel, dans lequel siègent quelques autres barons du gaullisme, a eu ainsi un prétexte pour donner une seconde chance à Peyrefitte de reconquérir un siège.

Dans la seconde circonscription de Paris, le gaulliste de gauche Pierre Dabiez, soutenu par le PS, avait été déclaré élu par 11 246 voix contre 11 189 au giscardien sortant Dominati. La raison de l'annulation a été la distribution, le samedi précédent le second tour, d'un tract « *faisant état de faits relatifs à des rapports de droit privé entre Jacques Dominati et la Ville de Paris, au sujet de la location d'un appartement* ». Il s'agit d'une affaire, révélée en son temps par un hebdomadaire de gauche, concernant la location d'un appartement par la Ville de Paris, à un prix très inférieur aux conditions normales, au bénéfice de Jacques Dominati, qui fut président du Conseil de Paris.

C'est curieusement le minuscule Mouvement des Démocrates de Michel Jobert qui est à l'origine des deux autres annulations, concernant, l'une la socialiste Annette Chépy-Léger (déclarée élue dans la 3^e circonscription de la Marne, avec 33 534 voix contre 33 278 au RPR sortant Jean Bernard), l'autre le RPR Pierre de Bénouville (déclaré élu dans la 12^e circonscription de Paris par 12 862 voix contre 12 808 au socialiste Stelio Farandjis). Dans les deux cas, les candidats déclarés élus s'étaient réclamés du soutien du mouvement jobertiste.

Il est à noter que pour ces élections où le candidat arrivé en tête de la gauche était un candidat socialiste ou soutenu par le PS, le PCF a choisi de ne pas présenter de candidat. La décision du bureau politique cite le précédent de 1978 : dans deux élections partielles consécutives à annulation, où le PS était assuré d'être en tête de la gauche, le PCF avait néanmoins présenté des candidats, qui avaient essayé un net recul, nombre d'électeurs du PCF ayant voté dès le premier tour pour le candidat socialiste. La direction du PCF avait alors admis avoir commis une « *erreur* » en présentant des candidats.

Dans les élections qui vont se dérouler, une raison supplémentaire a pu entrer en ligne de compte pour la direction du PCF : les résultats des élections cantonales paraissent confirmer et aggraver son recul électoral de l'élection présidentielle. Peut-être aussi faut-il prendre en compte le fait que, selon certaines informations, le BP du PCF aurait pris cette décision après avoir été averti de l'imminence du coup de force en Pologne, dont il aurait pu craindre des conséquences électorales désastreuses.

Les enseignements que l'on pourra tirer des résultats de ces élections seront limités. Il est possible que les candidats socialistes, qui avaient bénéficié d'une vague sans précédent en juin dernier, voient leur capital de voix légèrement érodé ; l'élection se jouant à peu de voix, on peut craindre que certaines circonscriptions ne retournent ou ne demeurent à la droite. Un tel résultat ne serait toutefois significatif que dans le cas où un déplacement de voix important se serait produit, hypothèse qui n'est pas la plus probable.

F.N.

Le 16 décembre à Gdansk,
une manifestation
de travailleurs contre
l'état de siège.

Editorial

Quel rapport à la gauche aujourd'hui ?



La clarification du rapport à la gauche constitue aujourd'hui l'une des questions essentielles qui conditionnent le redéploiement sur des bases larges de l'activité révolutionnaire. Depuis la victoire du 10 mai, les différents éléments du décor se sont trouvés successivement plantés, et même s'il demeure certaines inconnues — par exemple la possibilité pour le PCF de maintenir, jusqu'aux municipales au moins, sa participation au gouvernement dans le cas d'une nouvelle aggravation de la situation internationale — il devient possible de préciser les termes d'une position qui devienne effectivement opératoire dans le champ politique. Pour cela, il semble nécessaire à la fois de revenir sur les raisons de la victoire du 10 mai, et de porter une appréciation sur la manière dont ont évolué depuis cette date les rapports entre le mouvement social et le nouveau pouvoir.

La victoire de François Mitterrand le 10 mai ne saurait être interprétée unilatéralement comme la concrétisation des objectifs de son parti tel qu'il avait commencé à les esquisser au Congrès d'Épinay, comme une adhésion populaire à ces objectifs. Cette victoire est en effet le fruit du rassemblement de circonstances assez différentes, et, en même temps qu'elle offre au Parti Socialiste une possibilité de mettre en œuvre son projet, elle témoigne aussi d'une certaine situation de dépendance du nouveau pouvoir à l'égard du mouvement social. Cette victoire, pour être analysée correctement, doit être replacée dans ce qu'a été l'histoire sociale et politique de notre pays depuis treize ans, depuis mai 68. Examiné

de ce point de vue, le 10 mai apparaît comme le produit d'une double situation. D'une part, il doit être rapproché de l'existence dans notre pays entre 1968 et le milieu des années soixante-dix, d'un fort mouvement social révélateur des contradictions fondamentales de cette société, porteur d'aspirations nouvelles, d'une volonté importante de transformation radicale de la société.

Ce mouvement ne saurait être réduit à mai 68 même si ce mois a constitué son temps le plus fort. Il se prolonge y compris en tant que mouvement politique jusqu'au tout début de 1970 ; il rebondit dans les années 1973-1975 dans les luttes ouvrières porteuses dans la frange la plus avancée de la classe ouvrière de l'idée de changements radicaux de la société, avant de s'effriter sous les coups de boutoir de la crise et sous les effets conjugués de la politique de crise giscardienne, et des vives pressions des partis de gauche pour attendre les élections de 1978. La victoire de la gauche le 10 mai est le produit à la fois de l'existence de ce mouvement social jusqu'au milieu des années soixante-dix, et de son effritement. Sans ce mouvement social, sans son effritement, on peut affirmer qu'il n'y aurait pas eu de victoire de la gauche le 10 mai. Souligner cela, c'est souligner le caractère ambigu de cette victoire : si, d'un côté, elle témoigne de la renonciation, dans l'année 1976 du mouvement social à et imposer par ses luttes une transformation de la société, du fait qu'il reporte pour partie sur la gestion des sommets de l'État par un pouvoir de gauche l'attente de la satisfaction de ses aspirations, d'un autre côté elle indique aussi du fait que

le soutien à une coalition de gauche, puis à un pouvoir de gauche, a été reconnu utile par les forces constitutives du mouvement social pour autant qu'il reprenne et satisfasse ses aspirations et ses revendications. En ce sens, le rapport de ces forces au gouvernement socialiste n'est pas une adhésion aux valeurs et aux objectifs que se fixe le PS, mais bien un rapport désidéologisé, un rapport d'instrumentalisation du Parti Socialiste et du gouvernement pour faire aboutir des revendications et des aspirations précises. Ce qui crée bien pour le nouveau pouvoir une certaine situation de dépendance vis-à-vis des forces de ce mouvement social. Ce qui a permis la victoire du PS constitue aussi en retour une lacune, une faiblesse.

D'autre part, la victoire du Parti Socialiste ne saurait être surestimée, et assimilée à la capacité prêtée à ce parti d'unifier largement et solidement autour d'un projet cohérent la majeure partie des couches de la société, des forces sociales en présence. Certes, le Parti Socialiste a su faire preuve d'une grande habileté pour exploiter des circonstances favorables, pour capter progressivement, depuis Épinay, la confiance électorale de fractions significatives du mouvement populaire ; certes, il a su inverser le rapport de force qui l'oppose au PCF, condition décisive de son succès du 10 mai. Mais cette habileté ne se confond pas avec la capacité d'un parti à nouer dans la construction d'une hégémonie, des rapports privilégiés avec le mouvement social, à faire partager un projet, des valeurs... D'une certaine manière on peut dire que le Parti Socialiste a su tirer profit de l'inexistence

d'une réelle concurrence à gauche dans sa tentative de représenter, même de manière biaisée, amoindrie, les aspirations du mouvement social depuis mai 68. Le PCF, initialement la plus importante force à gauche ne le pouvait pas malgré toutes ses tentatives : son attitude pendant Mai, ses liens avec l'URSS, son économisme, sont autant de traits qui constituaient une négation ouverte de tout ce dont était porteur le mouvement social. Le mouvement révolutionnaire, par son inexpérience, son dogmatisme, son analyse unilatérale de Mai ne s'est pas placé, à cette période en situation de construire avec le mouvement social un projet politique alternatif. La place s'est ainsi trouvée libérée pour le Parti Socialiste.

Depuis le 10 mai, même si un certain nombre de transformations sont apparues, pour l'essentiel les rapports entre le mouvement populaire et le gouvernement, tels qu'ils viennent d'être décrits n'ont pas encore évolué. Le cas d'un secteur comme la politique nucléaire où le gouvernement a ouvertement renié ses engagements n'est pas généralisable, et si les militants anti-nucléaires se trouvent en opposition frontale avec le gouvernement, une telle opposition ne caractérise pas la situation dominante dans les masses, dans la plupart des secteurs du mouvement social. Certes, il n'y a pas approbation, loin s'en faut, des résultats de la politique du nouveau pouvoir dans des secteurs comme les prix, l'emploi, les droits nouveaux... ; mais la représentation qui prévaut dans le mouvement social aujourd'hui attribue ces résultats moins au gouvernement lui-même qu'aux séquelles du précédent septennat et surtout aux manœuvres ouvertes de sabotage de la droite, tant la droite économique (CNPF, petits patrons) que la droite bureaucratique qui a conservé presque intégralement ses places dans l'administration de l'appareil d'Etat. Le gouvernement est perçu souvent comme lent, insuffisamment audacieux, freiné par des contraintes, mais aussi comme un allié du mouvement social dans la réalisation des transformations de la société dont il est porteur et qu'il n'avait pu faire aboutir par ses luttes dans les années précédentes. C'est pourquoi, globalement, ce mouvement soutient le gouvernement. En retour, le gouvernement, qui n'ignore pas que c'est à cette condition précisément — être perçu comme capable de transformer en profondeur la société — qu'il peut bénéficier

du soutien des secteurs du mouvement populaire, multiplie les gestes pour se concilier ce mouvement. Les mesures symboliques du début du septennat (Plogoff, Larzac, Cour de sûreté de l'Etat...), la manière rapide dont Mitterrand a corrigé les déclarations de Delors sur la « pause », et rectifié les propos scandaleux de Cheysson sur la Pologne, le recours aux ordonnances pour accélérer le train des mesures sociales, tout ces faits, toute cette précipitation, attestent le maintien d'une certaine dépendance du gouvernement par rapport à la demande du mouvement social. Mais, en tout état de cause, il n'apparaît pas aujourd'hui dans la représentation qui existe du gouvernement, de nette perception du caractère contradictoire des deux logiques : celle de la transformation de la société impliquée par la demande du mouvement populaire, celle, qui est celle du Parti Socialiste, de gestion des contradictions de la société par le haut, par les sommets de l'Etat en respectant pour l'essentiel, au-delà de certains aménagements, le caractère hérité, en intériorisant d'une certaine manière les contraintes que font peser la droite économique et bureaucratique, et la situation internationale.

C'est sur l'ensemble de ces éléments qu'il faut se fonder

pour construire une position sur notre rapport à la gauche.

Le rapport au gouvernement ne peut se déterminer seulement à partir d'une caractérisation de son programme, de ce qu'il se propose de transformer en tenant compte des contraintes qu'il intériorise, ou à partir d'une analyse de la base sociale qui appuie et partage son projet ; il faut articuler ces deux premiers termes avec l'état actuel de la représentation qui existe de ce gouvernement, en mesurant ce qui va la faire évoluer. L'ensemble de ces éléments nous indique qu'aujourd'hui il ne saurait se redévelopper largement d'alternative révolutionnaire sur la base d'une opposition frontale au gouvernement. Tout en soutenant les revendications des secteurs du mouvement de masse qui sont entrés en conflictualité ouverte avec le gouvernement sur des engagements non tenus, on ne saurait recourir au développement d'une opposition frontale en vue de capitaliser tous les mécontentements qu'il a suscités. Une telle démarche laisserait de côté, actuellement, l'essentiel des secteurs du mouvement social au moment même où se trouve posée la question de faire avancer leurs revendications et leurs aspirations. Une telle démarche ne pèserait pas réellement dans le champ politique.



Alors qu'au contraire une position soutenant le gouvernement, et organisant ce soutien dans la mesure où il reprend les aspirations du mouvement populaire, est une position opératoire : le gouvernement affirme vouloir lutter contre le chômage, le mouvement populaire aussi ; le gouvernement se plaint du sabotage de la droite économique, le mouvement populaire aussi. Ce dernier peut, par ses luttes contre la droite économique et bureaucratique, aider le gouvernement à mettre en œuvre les transformations pour lesquelles il a été élu. Ce qui est dit sur le chômage vaut pour les droits nouveaux, pour les rapports avec le Tiers-Monde, pour toute une série de revendications fondamentales du mouvement social ces dernières années. Prendre au mot les engagements du gouvernement sur ces points en organisant l'initiative populaire pour faire avancer ces revendications, lever les

obstacles que le pouvoir se plaint de rencontrer, c'est agir directement sur ce qui fait à la fois une des forces du mouvement social et une des lacunes du gouvernement. Agir ainsi aujourd'hui, appuyer au maximum les transformations que propose le pouvoir, aller au-devant des obstacles qu'il dénonce, c'est se mettre en position de mettre à jour largement pour le mouvement social la contradiction qui oppose les objectifs de transformations qu'il vise, et la gestion de la société par les sommets de l'Etat que propose de réaliser le Parti Socialiste. C'est dans ce processus, dans les batailles successives qu'il mènera, en particulier contre la droite économique et bureaucratique, que progressivement se reconstruiront concrètement par le mouvement social lui-même les lignes de démarcation qui séparent l'alternative révolutionnaire de la variété de réformisme qu'incarne le Parti Socialiste.

CGT

Un débat politique nouveau

L'ABSENCE de soutien de la confédération CGT aux travailleurs polonais et à leur syndicat *Solidarité* alors qu'ils sont réprimés et muselés par l'armée et la milice suscite l'indignation, y compris dans les rangs de la CGT. Ce n'est pas la première fois, ces derniers temps, que des militants CGT, investis ou non de responsabilités, manifestent leur désaccord avec la ligne confédérale : déjà, à propos de l'Afghanistan ainsi que lors des élections de 1981, certains avaient protesté publiquement contre les positions confédérales jugées partisans et contraires aux idéaux et au combat de la CGT. Mais le mouvement de contestation dans la CGT sur le problème polonais comporte des aspects nouveaux par rapport aux précédents, tant par son ampleur, son support à la base, son début de structuration que par les questions politiques sur lesquelles il interpelle la CGT.

Une contestation sans précédent

En effet, un grand nombre de syndiqués, de militants et surtout d'organisations qui ont manifesté leur désaccord avec les positions confédérales à propos de la Pologne : 7 fédérations, 16 syndicats départementaux ou structures régionales, 370 syndicats et sections de base se sont exprimés en tant que structures CGT donnant ainsi du poids aux déclarations individuelles des 9 membres de la Direction confédérale et de nombreux

responsables à différents échelons.

Une coordination s'est mise en place à Paris, à l'initiative de plusieurs syndicats. Elle a rédigé et fait circuler une pétition (voir encart), qui d'ores et déjà a recueilli plusieurs milliers de signatures. Elle tient des conférences de presse, elle sert de lieu d'information et de centralisation et reçoit un énorme courrier de syndiqués, de sections, en provenance de toute la France. Elle organise des initiatives, telles que le meeting du 12 janvier à la Bourse du Travail à Paris, avec la participation de représentants de *Solidarité*.

Il s'agit donc d'un mouvement d'ampleur, d'une forme jusque-là inconnue dans la CGT.

D'une certaine façon, ce n'est guère étonnant : il n'est pas besoin d'avoir accès à tous les débats internes de la CGT pour savoir que la grande masse des syndiqués à la base, spontanément, se situe du côté du combat des travailleurs polonais pour leurs droits à s'organiser indépendamment du POUP et défendre leurs intérêts face au régime au pouvoir. Les exemples existent de sections et syndicats où les dirigeants défendant la ligne confédérale ont été mis en minorité par l'assemblée de syndiqués ou par l'organisme élu représentatif (commission exécutive). On peut penser que si de tels débats avaient eu lieu partout, c'est un bien plus grand nombre encore de structures CGT qui s'opposeraient à la confédération, faisant ainsi ressortir le caractère anti-démocratique de l'élaboration des positions prises par la direction.



Dès le 14 décembre 1981, des militants CGT participent comme beaucoup d'autres à une manifestation à Paris.

Des questions politiques largement posées

Enfin, une des caractéristiques nouvelle et importante de l'opposition dans la CGT à propos de la Pologne, réside dans l'interrogation dont elle est porteuse sur la nature du régime polonais et plus largement de ceux des pays de l'Est. Quand on a lu pendant des années à travers d'innombrables reportages de *La Vie Ouvrière* (l'hebdomadaire de masse de la CGT) l'éloge de l'organisation sociale dans ces pays (équipements collectifs, conditions de travail, santé, travail des femmes,...), c'est une sérieuse remise en cause qui est faite à travers les événements polonais. Et au-delà, la question posée est bien celle de quel socialisme nous voulons pour nous. Oui ou non, cela s'apparente-t-il aux sociétés de l'Est vantées par *La Vie Ouvrière*, avec plus de libertés comme le préconise la confédération CGT ? Oui ou non, ces pays peuvent-ils être qualifiés de socialistes ? Questions cruciales pour qui veut, en France, construire le socialisme ! Pour la première fois, et de façon aiguë, cette question politique de fond est portée au

débat dans toute la CGT. Une autre question politique ne peut être esquivée : d'où viennent ces positions de la direction CGT ? Comme on l'a vu, elles ne sont pas issues de la base et sont même loin d'entraîner un consensus.

Elles ne peuvent être considérées comme une élaboration propre de l'organisation et constituent, avec l'Afghanistan et l'attitude à l'égard de l'élection présidentielle, un élément de plus prouvant le suivisme de la direction CGT par rapport aux

positions du PCF. Et cet élément est d'autant plus déterminant qu'il touche directement le problème des libertés et de l'indépendance syndicale que la CGT se fixe comme orientation.

La réplique de la direction

C'est bien parce que ces questions politiques remettent en cause la Direction confédérale elle-même, que celle-ci défend vigoureusement ses positions. Ainsi on a pu voir Krasuki monter en première ligne dans *L'Humanité* (!) pour défendre les positions du Bureau confédéral en y mettant tout le poids de la CGT, et ceci de façon inhabituelle dans la période.

La Direction confédérale s'accroche donc à sa position de « regret » sans condamnation sur ce qui se passe en Pologne, elle espère ne pas être remise en cause de façon immédiate pour plusieurs raisons :

- d'abord grâce à un argument qui n'est pas sans impact auprès des militants : refuser de se trouver mélangé avec la droite dans le concert des protestations.

- ensuite, elle tente de jeter la suspicion sur les objectifs de *Solidarité* en arguant de la méconnaissance de la réalité complexe de cette organisation (tout en se gardant bien de se donner les moyens de la clarification...)

- enfin et surtout, elle sait bien que la grande masse des syndiqués la suit non pas pour ses positions sur la Pologne, mais pour ce que représente pour eux la CGT : la plus importante organisation syndicale de lutte où se regroupent ceux qui se battent quotidiennement contre l'arbitraire, les injustices, les mauvaises conditions de vie et de travail, pour des changements profonds de société tels que les avancées, les victoires ne seront pas sans cesse remises en cause par un pouvoir qui nous échappe et nous domine. Et ce domaine des petites et grandes luttes quotidiennes est ressenti comme « syndical » et par là même principal par rapport au domaine « politique » auquel appartiennent les prises de position sur la Pologne (ou l'Afghanistan, ou les présidentielles...). Certes, la confédération ne prône pas, bien au contraire, cette idée de clivage syndicat/politique, mais elle profite à fond de la réalité de son existence

chez ses adhérents pour faire passer ses positions « politiques » alignées sur celles du PCF.

Pourquoi rester dans la CGT ?

Encore plus que l'Afghanistan ou les présidentielles, la Pologne a révélé cet état de fait dans la CGT. Nombre de militants, souvent les plus sincèrement engagés dans les luttes et attachés à l'image positive « syndicale » de la CGT, en ont été bouleversés et ont, dans ces occasions, démissionné pour ne pas servir plus longtemps de caution à une orientation politique qu'ils désapprouvent, pas seulement sur son contenu mais aussi sur la façon dont elle est imposée de fait, sans débat réel. Mais est-ce la façon la plus efficace de la combattre au moment où des problèmes politi-

ques dans la CGT sont posés avec une acuité sans précédent ?

Certes, pour les raisons que l'on a vues, la Direction confédérale n'est pas immédiatement et largement remise en cause à partir de ses positions sur la Pologne. Il n'en reste pas moins que celles-ci ne « passent » pas et qu'une expérience collective, d'ampleur plus grande que lors des présidentielles, a lieu entre des milliers de militants CGT, qui provoquent un début de remise en cause du principe d'alignement des positions confédérales sur celles du PCF.

Tant que le débat existe et a des chances de prendre une importance particulière dans la perspective du 41^e Congrès, il est nécessaire d'en être partie prenante, et une des conditions dans la période pour y être de plain-pied, c'est de rester dans la CGT.

E.M.

Dans le droit fil d'une longue tradition de luttes du mouvement ouvrier pour les libertés syndicales et démocratiques, la CGT réaffirme son attachement à la défense des droits de l'homme et des libertés individuelles dans tous les pays du monde.

Considérant que l'exercice des libertés syndicales est dans toute société partie intégrante des droits fondamentaux et une expression indispensable de la vie démocratique, la CGT continuera d'agir pour la défense et l'extension des droits et des pouvoirs des syndicats dans chaque pays comme à l'échelle internationale.

La CGT ne sépare pas son attachement et ses luttes pour les libertés syndicales de son action pour l'extension des droits économiques et sociaux des travailleurs et des peuples. Elle est solidaire des peuples qui en sont privés et agit pour leur permettre de les obtenir.

(Programme d'action voté au 40^e Congrès de la CGT)

Militants et adhérents de la CGT,

Nous sommes profondément bouleversés et indignés par les événements de Pologne où les autorités répriment avec une violence inouïe la classe ouvrière et le syndicat *Solidarité*, son principal représentant. Cette répression se traduit dès à présent par plusieurs morts, plusieurs centaines de blessés, plusieurs dizaines de milliers de militants syndicaux arrêtés et la suppression de toutes les libertés publiques ;

nous sommes scandalisés par les prises de position du bureau confédéral de la CGT qui cautionne, de fait, l'agression contre les travailleurs polonais ;

nous demandons en conséquence au bureau confédéral, à la commission exécutive, au comité fédéral national de la CGT de respecter les mandats du 40^e congrès et :

- de condamner publiquement la promulgation de l'état de siège et de réclamer sa levée immédiate ;

- d'exiger la libération de tous les syndicalistes et démocrates emprisonnés et le rétablissement des libertés publiques, notamment des droits syndicaux arrachés de haute lutte depuis août 1980 ;

- d'organiser concrètement le soutien aux travailleurs polonais et à *Solidarité*.

Conscients en cette période dra-

matique de sauver l'honneur de la CGT et d'exprimer le sentiment de la majorité des syndiqués, nous appelons tous nos camarades cégétistes :

- à ne pas baisser les bras, à rester dans la CGT pour poursuivre l'indispensable combat syndical

- à tout faire pour que les initiatives de solidarité s'amplifient et soient les plus massives et les plus unitaires possibles ;

- à organiser le soutien financier à *Solidarité* (CCP Syndicat des correcteurs 1-778-43 N Paris, mention « *Solidarité Pologne* ») ; les fonds collectés seront bloqués sur le compte postal et remis dès que possible à des représentants de *Solidarité* ;

- à dénoncer la campagne de la droite qui ne « s'intéresse » à la classe ouvrière que lorsqu'elle est à l'Est et dont les manœuvres visent à exploiter à son profit la situation polonaise.

Pour nous, sans hésitation, sans ambiguïté, sans équivoque, la CGT doit être aux côtés des travailleurs polonais et de *Solidarité*.

Signez, faites signer cette pétition et envoyez-la à :

Coordination syndicale CGT pour *Solidarité*
c/o Syndicat CGT des correcteurs
Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, 75010 Paris
(Tel : 208 02 28)
CCP : 1-778-43 N Paris

MEETING DE SOLIDARITE AVEC SOLIDARNOŚC ET LES TRAVAILLEURS POLONAIS

avec des représentants de *Solidarność*

MARDI 12 JANVIER 1981
à 18 h 30

Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau
Paris 10^e - Métro République

Soutenir la résistance du peuple polonais

16 déc.
un char
polonais
devant
le monument
de Solidarité
à Gdansk

Procès en série, camps d'internements surchargés, militaires dans les écoles et à la télévision, toute puissance de la police politique, la ZOMO, chasse aux militants entrés dans la clandestinité, black-out sur l'information : la Pologne vit désormais à l'heure sombre de la dictature militaire.

Mais elle vit aussi à l'heure de la Résistance. Les premiers témoignages qui parviennent à filtrer de ce pays d'Europe pourtant si proche sont de ce point de vue explicites : le peuple polonais, qui dans sa très grande majorité s'était reconnu dans *Solidarité*, n'accepte pas l'écrasement des libertés conquises à partir du grand mouvement populaire d'août 1980. Il

n'accepte pas la normalisation, ce retour aux normes des pays de l'Est fait de silence et d'oppression. Aux occupations d'usines des premiers jours, réprimées dans le sang, ont succédé la résistance passive et l'organisation clandestine, rendue possible par l'existence préalable de la structure de lutte autonome qu'était *Solidarité*. Tout en fait foi : le peuple polonais est engagé dans une lutte de longue durée, dans le même temps où aucun des problèmes de la Pologne, de la dramatique situation alimentaire aux constantes menaces d'intervention directe des Soviétiques, n'est résolu.

Cette lutte mérite bien notre soutien total et sans réserve.

Les apôtres de la résignation

Pourtant, même dans notre pays où le mouvement de solidarité a été si fort dans les dernières semaines de décembre, les apôtres de la résignation et de la soumission ne manquent pas. En tête de ceux-là marchent les directions du PCF et de la CGT, bien difficiles à dissocier en l'occurrence. Eux « regrettent » l'état de siège, mais le considèrent comme une mesure inévitable et somme toute justifiable. Eux ne veulent pas s'ingérer dans les affaires polonaises, et pratiquent en fait la pire des ingérences, celle qui consiste à s'aligner de fait sur Moscou. Véritable porte-parole de la junte en France (*l'Humanité* ne suit-elle pas fidèlement *Trybuna Ludu* ?), la direction du PCF mesure bien le peu de prise de ses arguments. Aussi est-elle prompte à reprendre à son compte tout ce qui peut être dit et qui va dans le sens d'un abandon, ou d'une relativisation du soutien. Il en va ainsi de l'argument de la « responsabilité » développé par certains membres du gouvernement, dont Chevènement et même Mauroy devant l'Assemblée nationale : face à la « crise » polonaise, il s'agirait de ne rien dire et faire qui ne puisse être efficace, étant entendu qu'au-delà des démarches diplomatiques, rien ne peut être fait s'agissant d'un pays situé dans la « sphère d'influence » (!) soviétique. Et pourtant ! Qui pourrait nier que la mobilisation populaire qui a suivi l'annonce du coup d'Etat a contribué à modifier l'attitude du gouvernement français, d'abord exprimé par la scandaleuse déclaration de Cheysson ? Qui pourrait nier que les moyens matériels mis à la disposition de *Solidarité* contribueront à l'organisation de la résistance sur place ? Et surtout, qui pourrait nier que le soutien politique prolongé, la mobilisation constante, est un facteur dont les dictateurs polonais et leurs inspirateurs soviétiques tiennent le plus grand compte ? Il n'est pour s'en convaincre que de constater de quelle manière les dirigeants du Kremlin tentent de se servir du mouvement pacifiste apparu avec ampleur ces derniers mois, allant même jusqu'à essayer de réimplanter des manifestations - sur leurs bases - comme la semaine passée à Copenhague.

Ce n'est pas « brandir des sabres de bois », selon la fine expression de Mauroy, que de poursuivre et in-



tensifier le soutien à la résistance polonaise. C'est au contraire contribuer à créer les conditions pour que les Soviétiques n'interviennent pas, et par-delà œuvrer efficacement pour la paix, en remettant en cause, comme les travailleurs polonais, la mainmise des super-puissances sur l'Europe.

La France isolée ?

Sensible aux arguments de la « raison d'Etat », qui peuvent conduire à l'acceptation de l'état de fait, le gouvernement français l'est aussi à la pression populaire. D'abord exprimée par Cheysson, la position officielle s'est progressivement durcie jusqu'à la récente déclaration de Mitterrand refusant de se soumettre à la logique de Yalta, même si c'est pour évoquer aussitôt les « lenteurs de l'histoire ». Cette fermeté mérite d'autant plus l'attention qu'elle demeure bien isolée dans le concert des nations. Certes, Reagan, après un temps d'expectative, a parlé plus haut, plus fort, et plus concrètement que le président français. Mais il l'a fait au nom de la logique d'une super-puissance qui n'hésite pas à accroître constamment son soutien aux Jaruzelski d'Amérique Latine et d'ailleurs. Quant aux dirigeants européens, ils n'aspirent de toute évidence qu'à une normalisation en Pologne, et on comprend les satisfecits que peut décerner la *Pravda* aux gouvernements allemand, grec ou danois.

Actes et paroles

Dans cet environnement, comment donc ne pas apprécier à sa juste valeur les condamnations répétées du gouvernement français ? Il ne s'agit pas pour autant d'accepter d'en rester là, et une dimension du soutien à *Solidarité* doit être d'exiger du pouvoir qu'il

mette en accord ses actes avec ses paroles. Les idées ne manquent pas à ce sujet. Le président de l'Académie des sciences d'URSS, membre éminent du Comité central du PCUS, doit-il venir parader au prochain colloque sur la recherche, alors même que près de 5000 chercheurs refusent sa présence ? La « coopération » doit-elle passer par la satellisation de deux astronomes français, comme cela est prévu au printemps prochain ? Les liens culturels multiples doivent-ils rester superbement à l'écart des contingences politiques, alors même que pour les Soviétiques ils ont une fonction politique ? Le gouvernement français doit-il fermer les yeux sur la destination réelle de l'aide alimentaire accordée à la Pologne ? Les transferts de technologie ne doivent-ils pas être affectés par la nouvelle situation ? Le problème de la dépendance énergétique envers l'URSS ne doit-il pas être repensé ? Autant de questions sur lesquelles le gouvernement français ne doit plus faire le silence.

De la mise en œuvre des moyens étatiques à la dénonciation des faux arguments des partisans de la soumission, en passant bien sûr par la mobilisation concrète, tout doit être mis en œuvre pour soutenir la résistance du peuple polonais.

Nicolas DUVALLOIS

Solidarnosc dispose d'une antenne à Paris : le comité de coordination de *Solidarité*, 10 impasse des Deux-Sœurs, 75 009 Paris. Tél (1) 523 14 38.

Par l'intermédiaire de la CFDT, un compte chèque postal recueille les fonds à l'usage exclusif du Comité de coordination de *Solidarité* : CCP 49-50-L Paris, avec la mention « Pologne » et au nom de R. Salanne.

LA RESISTANCE PASSIVE

Voici les conseils diffusés par *Solidarité* et semble-t-il largement suivis.

« Nous nous trouvons aujourd'hui devant le choix entre l'opposition et la capitulation. Pour ceux qui choisiront la première voie, nous donnons les conseils suivants :

- 1) En cas de grève, reste présent parmi les travailleurs ; ne crée pas de comité de grève. Il ne faut pas qu'il y ait de leader.
- 2) Dans tes rapports avec les forces de l'ordre, tu dois être naïf : tu ne sais rien ; tu es désorienté ;
- 3) *Solidarité* doit rester présent dans chaque lieu de travail ; ne te fais donc pas éliminer stupidement par des actes de bravoure inconsidérés.
- 4) Ne te venge pas sur ton prochain. Ton ennemi, c'est le milicien ; l'employé trop zélé, le collabo.
- 5) Travaille lentement ; critique le désordre et l'inefficacité des chefs ; laisse toutes les décisions aux commissaires militaires et aux collabos ; inonde-les de questions ; fais-leur part de tes doutes ; ne pense pas pour eux ; fais l'imbécile.
- 6) Ne devance pas les décisions des militaires et des collabos par une attitude servile. C'est à eux de faire tout le sale travail. Tu crées ainsi le vide autour des salauds et, de cette manière, en les submergeant de questions sur des petits problèmes, tu provoqueras un effritement de la machine militaire et policière.
- 7) Suis à la lettre les instructions les plus idiotes ; ne cherche pas à résoudre les problèmes ; laisse-les aux militaires et aux collabos, car la stupidité des règlements est ton allié le plus sûr. Souviens-toi, en même temps, d'aider dans chaque situation ton compagnon de travail ou ton voisin sans te soucier des règlements.
- 8) Si un salaud te donne l'ordre de passer outre les règlements, demande un ordre écrit ; pleurniche, fais durer le jeu et le commissaire militaire, tôt ou tard, voudra avoir la paix ; ce sera le commencement de la fin de la dictature.
- 9) Prends le plus souvent possible des congés maladie ou pour l'occuper de tes enfants.
- 10) Dans tes relations privées, boycotte ouvertement les collabos et les salauds.
- 11) Aide les familles des arrêtés, des blessés, de toutes les victimes.
- 12) Crée dans ton entreprise des caisses d'aide sociale.
- 13) Participe activement à la diffusion de la propagande du bouche à oreille ; transmets toutes les informations sur la situation actuelle, les actes de résistance.
- 14) Peins des slogans sur les murs ; colle les affiches, distribue les tracts et les écrits indépendants, mais souviens-toi toujours qu'il faut prendre les précautions nécessaires.
- 15) Dans ton activité, garde toujours à l'esprit deux principes : je n'ai pas besoin d'en savoir plus qu'il ne faut et le plus important aujourd'hui est de lutter pour la libération nationale, l'abrogation de l'état de guerre, le respect des libertés civiles et syndicales. »

Etre ou ne pas être dans la majorité gouvernementale

C'était la question centrale débattue à son 13^e Congrès qui s'est tenu à Nantes du 18 au 20 décembre 1981.

Ce Congrès intervient à un moment important : 7 mois après l'élection de François Mitterrand, il s'agissait pour le PSU de se déterminer par rapport au nouveau pouvoir et de fixer ses perspectives d'action dans la nouvelle situation politique.

Congrès intervenant à un moment difficile pour l'unité interne du PSU : on se souvient qu'à l'occasion de son dernier Congrès national, en septembre 1981, sa direction avait été mise en minorité, l'orientation qu'elle proposait — et pour laquelle elle avait œuvré au lendemain du 10 mai — étant contestée, jugée trop subordonnée à la politique du Parti socialiste.

L'enjeu de ce Congrès apparaissait ainsi double : définir la place et le rôle du PSU par rapport au nouveau gouvernement et le doter d'une nouvelle direction pour conduire l'action du parti.

Reflet et conséquence des débats internes qui ont traversé l'organisation depuis le 10 mai, cinq textes étaient soumis au vote des délégués après avoir été débattus dans les congrès fédéraux. Avant d'étudier les conclusions du Congrès, il est nécessaire d'examiner dans leurs grandes lignes les différentes positions en présence.

Les deux courants devenus majoritaires à la direction en septembre présentaient chacun leur propre texte bien que — comme ils l'indiquaient eux-mêmes — peu de choses les séparent sur les questions essentielles. Le texte du courant, animé notamment par Jean-Jacques Boislaroussie et Gabriel Granier, « *Ouvrir la voie de l'autogestion* », bien que situant le PSU dans la majorité sociale apparue le 10 mai, insiste sur sa nécessaire autonomie par rapport aux orientations gouvernementales. L'essentiel de l'action du PSU doit consister à prendre appui sur les aspirations à un changement radical de société présentes parmi les travailleurs et contradictoires avec le projet du PS, c'est à dire « *l'antiproductivisme, le refus de la hiérarchie, du centralisme* ».

« *Ni noyau d'une opposition de gauche, ni force d'appoint au gouvernement et au PS* », ce courant est favorable à une « *véritable politique d'unité conflictuelle* » avec le nouveau pouvoir, c'est à dire, unité contre la résistance offerte par la droite et la patronat au changement, unité pour « *peser sur la politique gouvernementale dans*

un sens autogestionnaire », mais critique et opposition aux aspects de cette politique contradictoires avec les intérêts des travailleurs. Refusant d'attendre le changement d'en haut, il préconise le développement des luttes pour le contrôle et le pouvoir populaire, pour aller vers un « *socialisme antiproductiviste* ». Mettant l'accent sur la nécessité du renforcement du PSU dans l'affirmation de son indépendance stratégique face au PS, il juge difficile à moyen terme la réalisation de convergences entre les forces, politiques et sociales, qui ne se reconnaissent pas dans les projets de la gauche au pouvoir.

Le courant animé par Viviane Cartairade et René Schulbaum, comme l'indique le titre de son texte, « *Pour que les travailleurs gagnent* », définit le rôle essentiel du PSU comme devant assurer la défense des intérêts des travailleurs face à un pouvoir qui n'a pas choisi son camp : celui du patronat ou celui des travailleurs. Assimilé à une force social démocrate classique, le nouveau pouvoir socialiste, s'il réalise des transformations effectives dans le domaine des libertés est par contre, indique le texte, incapable des étendre au domaine économique et social. Dans ces conditions, le PSU doit privilégier la propagation de son projet propre, « *socialiste, anti-impérialiste, mais aussi féministe et antiproductiviste, bref, autogestionnaire* ».

Recueillant respectivement 17,25 % et 12,58 % des votes des délégués, ces deux textes témoignent de la volonté d'un grand nombre d'adhérents du PSU de voir préservées l'autonomie et l'identité de leur formation par rapport au parti socialiste. Néanmoins, le fait qu'ils n'aient réuni que 30 % des mandats attestent également que la direction provisoire mise en place à l'automne n'est pas parvenue à constituer, aux yeux de la majorité de l'organisation, une alternative suffisamment crédible face aux orientations défendues par la direction « *historique* » du PSU et sa secrétaire nationale Huguette Bouchardeau.

Le courant animé par cette dernière et d'autres dirigeants comme Serge Depaquit ou Jacques Arnol, en obtenant 37,61 % des mandats est sorti renforcé de ce congrès. Analysant la situation politique actuelle comme marquée

par l'affrontement principal entre les forces qui ont permis la victoire du 10 mai et celles qui s'opposent aujourd'hui au changement, il propose au PSU de se situer clairement dans la majorité politique issue des dernières élections et d'apporter un soutien critique au gouvernement. Ne réduisant pas le nouveau pouvoir à un simple gouvernement social-démocrate, il estime que celui-ci est traversé par trois tendances pouvant déboucher soit sur une évolution de droite, soit sur une tentation « *étatiste* » s'appuyant notamment sur le PCF et le CERES, soit enfin sur une « *perspective autogestionnaire* » portée par des forces présentes dans la CFDT et une partie du PS. Tout en réaffirmant que le projet du PS n'est pas celui du PSU — ce qui justifie le maintien de son indépendance d'organisation — ce courant estime que, sur plusieurs points, l'action gouvernementale mérite attention. C'est le cas notamment de sa politique économique, qui se démarque de celle suivie par les autres Etats européens, et de certaines réformes de structures importantes comme les nationalisations ou la régionalisation qui peuvent ouvrir la voie à des changements significatifs. C'est cette réalité qui commande au PSU de se situer aux côtés du gouvernement face aux attaques de la droite et du patronat, ceci en étant présent à l'intérieur de l'action gouvernementale et dans le mouvement populaire, qui, estime ce courant, ne se développera pas en opposition de gauche au PS mais ne peut que se construire en soutien à l'action du gouvernement dans sa lutte pour le changement. Cette présence au sein de l'action gouvernementale peut se concrétiser par une participation au gouvernement si l'orientation de celui-ci se développe suffisamment dans le sens de la prise en compte des aspirations populaires.

Le courant regroupant une partie de l'ancienne direction, Bernard Ravenel, Victor Leduc, Jacques Salvator, autour du texte « *Pour la réussite de la gauche, changer la politique du pouvoir* », faisait figure d'arbitre entre les courants précédents en recueillant 24,09 % des votes.

Très critique sur la politique développée par le PSU depuis son congrès de St Etienne en 1979, marquée selon lui par une succession d'échecs (échec de la tentative de fédération des mouvements

sociaux autour du projet autogestionnaire, dans le prolongement du Front Autogestionnaire constitué à l'occasion des législatives de 1978; échec relatif de la campagne des présidentielles sanctionné par le faible score réalisé et malgré une campagne jugée positive pour l'extension de l'audience du PSU; incohérences dans la politique suivie après le 10 mai passant « *d'une attitude de scepticisme à l'égard du candidat du PS, à l'engouement de la négociation des législatives* », ce courant développait en fait, sur de nombreux points, des positions proches de celles d'Huguette Bouchardeau. Distinguant deux forces motrices pour le changement, l'ac-

tion gouvernementale au niveau de l'Etat d'une part, la dynamique populaire à la base d'autre part, il fixe comme rôle du PSU de les articuler. Cette articulation vise, en favorisant la prise en compte des aspirations de ce dernier par le pouvoir, à éviter que ne se crée une rupture entre le gouvernement et le mouvement populaire. Estimant que le PS ne pourra pas résoudre la crise avec la politique qu'il suit aujourd'hui et qu'il sera contraint de la réviser, il mise sur la force du mouvement populaire pour influencer sur cette révision et l'orienter dans un sens « *autogestionnaire* ».

Enfin, pour être complet dans cette présentation des différentes

Huguette Bouchardeau redevient secrétaire nationale du PSU.





Bernard Ravenel

positions présentes lors de ce congrès, il nous faut citer un 5^e texte, qui a recueilli 8,47 % des votes, émanant de militants des fédérations et se situant hors courants. Essentiellement influent au sein de la fédération bretonne du PSU, il témoigne du ras-le-bol d'une partie de la base de l'organisation face aux affrontements de courants jugés préjudiciables au développement des capacités d'action du PSU.

Après avoir évalué l'influence respective de chaque courant, l'enjeu essentiel des travaux du congrès était de tenter de dégager une nouvelle majorité. Ce fut chose faite avec la conclusion d'un accord politique entre les courants d'Huguette Bouchardeau et de Victor Leduc aboutissant à la présentation d'une résolution commune, qui devait recueillir 60 % des mandats, à laquelle les deux autres courants ont opposé leur propre texte. L'impossibilité d'élaborer une résolution unique témoigne de la profondeur des divergences qui traversent aujourd'hui le PSU. Le score significatif réalisé par le texte minoritaire atteste l'ampleur d'un courant soucieux du maintien de l'identité propre du PSU par rapport au Parti Socialiste et qui, ayant encore en mémoire des épisodes passés de l'histoire du PSU qui ont vu nombre de ses dirigeants rallier le PS, craint le renouvellement de telles pratiques aujourd'hui. C'est l'amorce d'un tel processus qui, aux yeux de ces militants, était en œuvre au lendemain du 10 mai dans les négociations menées avec le PS et dans la rédaction d'un texte commun avec ce dernier. C'est en réaction à un tel danger que la nécessité de défendre le développement propre du PSU s'est affirmée lors de ce congrès comme une préoccupation majeure, relativisant, semble-il, les propositions de « dépassement » du PSU énoncées à son congrès extraordinaire de Colombes en février 1981.

La résolution adoptée par le congrès fournit des éléments d'analyse de ce qui constitue, pour le PSU, la spécificité du Parti socialiste en France et qui le distingue de la social-démocratie au pouvoir dans d'autres pays européens. Trois éléments sont énoncés : la place du PCF dans la coalition gouvernementale, la présence dominante dans la classe ouvrière de syndicats non intégrés au système capitaliste (CGT et CFDT), l'existence d'un recrutement militant du PS dans certain secteur de lutte. Si cet effort d'approche de la réalité du PS est positif, il n'en véhicule pas moins certaines ambiguïtés. Ainsi, quand la résolution affirme que deux issues sont possibles à la politique actuelle du PS, soit un retour à la social-démocratie classique, soit l'engagement d'une politique de rupture progressive avec les contraintes de la gestion capitaliste, elle laisse subsister un flou très grand sur le caractère de classe du Parti socialiste et de son projet politique.

De même, prendre en compte l'état actuel de perception de la réalité du PS pour le mouvement social, marquée par l'idée dominante selon laquelle le pouvoir politique représente aujourd'hui un allié dans la lutte pour réaliser le changement, est un élément important pour se situer par rapport au nouveau pouvoir. Mais quel est l'objectif poursuivi par le PSU avec sa politique de « soutien critique » au gouvernement socialiste ? Permettre au mouvement populaire de produire progressivement une critique du projet du PS et de prendre ainsi conscience de l'incapacité de celui-ci à satisfaire les aspirations fondamentales à une autre société; ou bien, et c'est ce qui semble ressortir de la résolution adoptée, essayer de modifier la politique du PS dans le sens d'une réelle transformation socialiste. Une telle orientation s'accompagne du point de vue selon lequel

il n'existe pas aujourd'hui de perspectives crédibles de construction d'une alternative politique à gauche, en dehors des forces actuellement au pouvoir. « En termes de gouvernement, aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au pouvoir actuel... Toute avancée se fera donc dans le cadre de la majorité actuelle, peut être élargie ou modifiée, mais reposant pour l'essentiel sur les mêmes forces politiques », précise le texte. Mais peut-on se contenter, dans l'appréciation des possibilités d'émergence d'une nouvelle force politique, de constater, dans une vision statique, l'état présent de dispersion de ses différents éléments constitutifs potentiels ? En privilégiant l'insertion dans l'action gouvernementale, en ne fixant pour objectif au mouvement populaire que l'appui à cette action, on ne s'achemine effectivement pas vers cette perspective.



Victor Leduc

Divisé sur l'attitude à adopter face au nouveau pouvoir, le PSU



Tribune du Congrès.

apparaît assez largement unifié dans la définition des axes de lutte et des thèmes d'action qu'il juge prioritaires aujourd'hui. Conquête de droits nouveaux pour les travailleurs, notamment dans les PME; revendication d'un emploi socialement utile pour tous et toutes et réduction massive du temps de travail en allant vers les 30 heures; nationalisations permettant de constituer des secteurs d'avancée sociale; régionalisation développant la participation active des travailleurs et de la population à toutes les instances de décision; instauration de la proportionnelle intégrale pour les prochaines consultations électorales; élaboration de « projets alter » dans le cadre du 8^e plan, notamment dans les domaines économique et énergétique; lutte contre la construction de nouvelles centrales nucléaires; lutte pour un neutralisme militant, le désarmement unilatéral et contre la politique des blocs; soutien aux peuples en lutte en Pologne, Salvador, Afghanistan..., tels sont les principaux éléments de la politique d'action à laquelle le PSU se propose d'œuvrer dans les mois à venir.

Autant de luttes qui sont incontestablement importantes (à l'exception de la revendication du désarmement unilatéral qui ne peut qu'affaiblir la lutte pour la paix et les capacités de résistance aux ambitions agressives des superpuissances) et au cours desquelles l'aspiration à un changement réel présent parmi les travailleurs se heurtera inévitablement aux résistances de la droite et du patronat mais aussi aux limites propres de la gestion socialiste. Une réalité incontestable qui justifie les efforts actuels pour tenter de construire une force politique alternative regroupant tous ceux qui aspirent à transformer en profondeur la société française.

Yves DERENNE

Une banderole du PSU lors d'une manifestation contre le programme nucléaire : « Tenez vos promesses »



Les requins et les coquins

L'affaire de Broglie enterrée, les interrogations subsistent quant au véritable mobile. Quelques hypothèses sont avancées dans deux livres récents.

A PRES le verdict bâtarde rendu dans l'affaire de Broglie, où n'ont comparu que les exécutants et un hypothétique commanditaire, rien n'est encore certain quant au mobile réel du crime, et à l'identité de ceux qui l'ont commandité. Mais durant les cinq ans écoulés, des faits sont venus au jour qui démentent la thèse officielle accréditée à l'époque par le Ministère de l'Intérieur, et donnent un éclairage assez intéressant sur les mœurs politiques, financières, policières et judiciaires du régime giscardien.

Quand Ponia mène l'enquête

Pourquoi Jean de Broglie a-t-il été assassiné le 24 décembre 1976 par un tueur à gages ? On connaît de façon certaine le bout de la chaîne, le tueur Gérard Frèche, petit truand sans envergure, le policier truand Guy Simoné, qui a organisé le meurtre, et un comparse, Tessé-dre, qui a recruté Frèche, mais le mobile du crime reste obscur. Si Jean de Broglie, cousin par alliance de Giscard d'Estaing, co-fondateur des républicains indépendants, longtemps financier de ce mouvement, a ainsi trouvé une fin sans gloire, la cause en serait officiellement une sordide affaire de gros sous : l'escroc de haut vol Pierre de Varga, avec qui le prince était « en affaires » avait emprunté à celui-ci quatre millions de francs pour l'achat du restaurant *La Rôtisserie de la Reine Pédauque*. De Varga, ne pouvant rembourser cette somme, aurait choisi de faire assassiner le prince ; la mort de celui-ci par le jeu des assurances-vie déposées en garantie du prêt aurait fait disparaître la dette.

Telle est la thèse présentée devant la presse par le ministre de l'Intérieur d'alors, Michel Poniatsowski, dans une conférence de presse qui mérite de passer dans l'histoire, et au cours de laquelle il affirmait : « *Le coup de filet est complet* ». Au bout de quatre jours d'enquête, l'affaire était censée être totalement élucidée, les coupables arrêtés, le mobile connu : il ne restait plus qu'à laisser les morts enterrer les morts et la Justice suivre son cours.

L'affaire n'était pas aussi limpide, et pour commencer, les avocats de de Varga n'eurent aucune peine à démontrer que la mort du prince n'effaçait pas la dette. Plus personne aujourd'hui ne croit au ridicule mobile de *La Reine pédauque*. Et puis on sut, par les révé-

lations du *Canard Enchaîné*, en avril 1980, que la police était au courant, avant l'attentat, du projet d'assassinat : c'est le fameux rapport Roux, sur lequel les déclarations de la police ont varié. Jean Dueret, à l'époque directeur de la PJ parisienne, nia d'abord que ce rapport soit remonté jusqu'à lui, puis avoua en avoir eu connaissance, mais pour ajouter qu'il ne l'avait alors pas pris au sérieux, et en tout cas ne l'avait pas transmis à ses supérieurs. Quoi qu'il en soit, le ministre de l'Intérieur a bien été au courant, avant ou après le meurtre, de l'existence de ce rapport, et en a longtemps caché l'existence. Pourquoi ? Avait-on intérêt, en haut lieu, à dissimuler la vérité sur le meurtre ? Ou s'agit-il seulement d'une maladresse de la police, qui aurait été tout aussi maladroitement couverte par l'autre prince, Michel Poniatsowski ?

« Policier et crapuleux »

C'est pour la seconde hypothèse que penchent Jacques Derogy et Jean-Marie Pontant (1). Selon eux, l'ancien ministre a été « *victime d'un imbroglio plus policier et crapuleux que politique et scandaleux* ». Ils décrivent nombre des affaires financières vaseuses dans lesquelles le prince engloutissait sa fortune. Conclusion des auteurs : le prince, naïf en affaires, s'était lié à des individus douteux (dont de Varga) qui profitaient de son nom pour obtenir des prêts, et l'escroquaient allègrement. Le prince aurait trempé dans des affaires louches, mais surtout en temps que victime. Pourquoi a-t-il été abattu ? « *Parce que, tous les escrocs le savent, l'arnaque la plus parfaite ne peut durer éternellement : arrive toujours le moment fatal où le pigeon s'aperçoit qu'il a été berné (...)* Dans une escroquerie, celui qui se retrouve les mains vides et qui comprend qu'il a été roulé devient soudain dangereux. Il risque de crier au loup. Les petits escrocs prennent la fuite, les plus gros tiennent leur victime par le chantage, les plus dangereux s'en débarrassent ».

La Reine Pédauque n'aurait été qu'une parmi d'autres affaires douteuses, qui auraient amené l'assassinat du prince, pigeon qui risquait de ne plus vouloir se faire plumer.

Quant aux mensonges de la police et du ministre de l'Intérieur d'alors, ils n'auraient pas de motif politique. La police mise au courant du projet d'assassinat, n'aurait pas pris cette information au

sérieux, vu son caractère invraisemblable. Un indicateur de seconde zone indiquant qu'un député, ancien ministre, cousin de Giscard, allait être assassiné par des truands pour un règlement de compte dans une affaire financière, quelle absurdité en effet ! Lorsque plus tard Poniatsowski aura connaissance du rapport annonçant le projet d'assassinat, il aurait choisi de le taire, non pour une raison politique sordide, mais pour qu'une erreur de la police ne soit pas divulguée sur la place publique. Solidarité de corps, en somme. Mais des journalistes et des députés d'opposition se sont montés la tête, toujours selon les auteurs, et on déduit de ces mensonges par omission que le pouvoir politique avait quelque chose à cacher, ou pouvait avoir quelque responsabilité, directe ou par négligence volontaire, dans l'assassinat de de Broglie, dont l'élimination était une épine du pied aux giscardiens, embarrassés de ce personnage, de ses affaires douteuses et de sa vie privée frisant le scandale.

Les auteurs font donc la part belle à la thèse policière. De Broglie, dans ses affaires, aurait été moins malhonnête qu'imprudent,

victime d'escrocs qui ont abusé de sa naïveté. Les silences de Michel Poniatsowski ne recouvriraient qu'une volonté de masquer des erreurs de la police, d'où on aurait conclu à tort — les gens sont méchants — qu'il y avait anguille sous roche. S'il faut chercher autre chose que le loufoque mobile de *La Reine Pédauque*, les auteurs estiment que le mobile est sans doute dans d'autres affaires, par exemple dans une histoire de faux bons du Trésor, dans laquelle le prince aurait trempé.

Où l'on reparle de politique

Toute autre est la thèse que défend Jesus Ynfante, qui avance des hypothèses troublantes par leur concordance. L'auteur s'est intéressé particulièrement aux affaires que le prince traitait avec l'Espagne, et notamment avec la Matesa, et c'est là que le dossier reprend son aspect indissolublement politique et financier. La Matesa (Maquinaria Textil del Norte de Espana SA) était à la fin des années soixante une des entreprises les plus florissantes d'Espagne, notamment grâce à son activité exportatrice. Son président, Juan Vila Reyes, bien en cour auprès du régime franquiste, est un membre de l'Opus Dei, organisation fasciste qui, assura-t-on plus tard, utilise cette entreprise comme couverture pour se procurer des fonds, bénéficiant pour cela de complicités importantes dans l'appareil d'Etat franquiste.

En 1967, Juan Vila Reyes rencontre de Broglie par l'intermédiaire d'une relation d'affaires commune. Le prince, à cette époque, est chargé du financement du parti des républicains indépendants, qui vient d'être réactivé par Giscard

après son départ, provisoire, du gouvernement. Vila Reyes rencontrera ensuite Giscard à plusieurs reprises.

La Matesa, en raison de ses bonnes performances économiques, est une vitrine prestigieuse pour l'Etat franquiste. Celui-ci lui distribue abondamment des crédits pour favoriser son activité industrielle. En fait, la société utilise ces crédits pour les exporter, dans des affaires douteuses de captation de capitaux (par exemple en effectuant des ventes fictives de matériel au Pérou). L'une de ces opérations consiste à créer au Luxembourg, paradis fiscal, une société-écran, la Sodatex, dont le fondateur est... Jean de Broglie. Cette société a pour objectif avoué, entre autres formulations vagues, la recherche de capitaux. Jean de Broglie doit négocier un emprunt important sur le marché financier international. A cette escroquerie — l'utilisation de crédits à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été accordés — s'en ajoute une seconde : la Sodatex, au bout d'un an d'activité, n'a toujours pas effectué le moindre emprunt, et son capital de départ semble bien avoir été détourné par ses membres fondateurs, sous prétexte des frais engagés dans la recherche d'un prêt dont nul n'a jamais vu la couleur. Les escrocs espagnols ont été doublés par plus malins qu'eux. Un mystère : s'il apparaît de façon à peu près certaine que les capitaux de la Matesa ont été détournés par les compères de la Sodatex, aucune trace ne subsiste nulle part de l'emploi qui aurait pu en être fait. Jesus Ynfante émet l'hypothèse que les capitaux de la Matesa, alias l'Opus Dei, ont pu, par de Broglie interposé, venir garnir la caisse des républicains indépendants, qui en avaient alors le plus grand besoin pour préparer la campagne présidentielle de Giscard.

Poniatsowski, ministre de l'Intérieur au moment du meurtre, déclare n'avoir pas été mis au courant des préparatifs du crime, pourtant connus de la police. « Je le jure, M. le Président »



• Début 1970, les activités frauduleuses de la Matesa sont connues en Espagne, et provoquent un énorme scandale. Plusieurs ministres sont inculpés. Curieusement, le versant luxembourgeois de l'affaire ne sera pas rendu public, et un accord amiable sera conclu entre Jean de Broglie et les autorités espagnoles pour le remboursement des sommes détournées, qui ne sera en fin de compte effectué que dans une faible proportion. Ainsi l'affaire Matesa constitue-t-elle un mobile possible de l'assassinat du prince de Broglie ; les maîtres de la Matesa auraient réglé leurs comptes avec celui qui les avait doublés.

Pour tenter d'expliquer l'étrange inactivité de la police française, alors qu'elle était au courant du projet d'assassinat contre de Broglie, Jesus Ynfante se demande si le meurtre n'arrangeait pas les homes politiques giscardiens, en les débarrassant d'un homme qui nuisait à leur image de marque, par son train de vie, ses multiples affaires douteuses et ses énormes dettes envers le fisc, toutes choses imprudentes pour un homme politique. Témoigneraient de ce soulagement la rapidité à trouver un mobile hâtivement ficelé, et les curieuses disparitions de documents survenues au cours de l'enquête. Si Jesus Ynfante ne peut apporter de preuve matérielle irréfutable et définitive à l'appui des hypothèses qu'il envisage, du moins son livre, qui se lit comme un roman de série noire, apporte-t-il des documents et des présomptions bien troublantes.

On comprend en tout cas que le régime précédent ait soigneusement évité d'explorer toute autre piste que celle présentée par Ponia-towski. Si l'on peut avancer une certitude, c'est en tout cas que le mobile de *La Reine Pédauque* n'est pas le véritable mobile ; si de Varga a joué un rôle dans l'affaire (ce que le procès n'a nullement prouvé), ce ne peut être qu'en qualité d'intermédiaire agissant pour le compte d'autres personnages qu'on s'est gardé de débusquer. On ne peut à cet égard que s'étonner de ce que le nouveau pouvoir n'ait pas pris de moyens, par l'intermédiaire du Parquet, pour compléter l'information et faire la lumière sur les agissements de ce demi-monde où se côtoyaient en bonne amitié politiques de droite, escrocs internationaux, truands et policiers marrons. Mais que de pièces avait-on eu le temps de faire disparaître en cinq ans d'instruction !

François NOLET

1) Jacques Derogy et Jean-Marie Pontant, Enquête sur les « affaires d'un septennat », Editions Robert Laffont, 338 pages, environ 70 F. Les auteurs italiens également de l'affaire Boulin, des débats de Jacques Médecin à Nice, des cadeaux de Bokassa et de l'assassinat de Joseph Fontanet.

2) Jesus Ynfante, Un crime sous Giscard, Editions Maspéro, Cahiers Libres n° 364, 274 pages, environ 45 F.

10 - Pour le Socialisme

Grève des médecins : un ballon d'essai pour la droite

Les réformes mises en place par le nouveau gouvernement suscitent une résistance acharnée de la droite, partout où elle a des positions de force. Nous commençons ici une série d'articles sur ces manœuvres réactionnaires. Droite politique, bien sûr, quoique bien diminuée depuis son échec électoral, mais aussi et surtout droite économique, organisant la fuite des capitaux et d'autres formes de sabotages de l'économie, hauts fonctionnaires restés en place dans divers organismes d'Etat (ministères, rectorats,...).

LE 10 décembre : grève des médecins hospitaliers à Paris. Après les hôpitaux de l'Ouest, fin novembre, ce sont ceux de l'Est, les 8 et 9 décembre, qui sont touchés, puis les régions Poitou-Charente, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne... Un mouvement « d'avertissement », le premier du genre depuis des années, s'est ainsi très rapidement développé, semblant rallier l'ensemble du corps médical concerné, avec pour motif de départ, la suppression du secteur privé.

Le battage organisé autour de ce mouvement par la presse médicale qui s'est distinguée par ses prises de positions hostiles au pouvoir en place depuis le 10 mai, ainsi que la création d'une coordination intitulée sans vergogne « *Solidarité médicale* » à l'initiative de laquelle on retrouve les plus réactionnaires des sommités médicales, semblent indiquer que l'opposition actuelle veut se donner la capacité de mobiliser ces couches sociales lieu de son implantation traditionnelle.

Une consultation privée en ville.



Cette mise en condition est la seconde manifestation du mécontentement des médecins libéraux, émus dans l'immédiat après-mai par l'éventualité d'une multiplication de centres de santé intégrés, concurrençant les médecins de ville, puis par la fin de certains privilèges lors d'une discussion sur une réforme de la fiscalité.

Cependant, l'unanimité est loin d'être totale dans ce milieu sur l'opportunité et les objectifs de ce mouvement.

Plus profondément, pourquoi cet avertissement ? Quel a été son impact ? Quelle a été la portée exacte des mesures gouvernementales ? Que peuvent en attendre les usagers du système de santé ?

La suppression du secteur privé : une mesure attendue

Sixième des dix propositions pour la santé du candidat Mitterrand, la suppression du secteur

privé était réclamée par certaines organisations de médecins de gauche et par des syndicats de travailleurs. Il fallait mettre fin aux abus constatés dans ce secteur, véritable détournement du secteur public pour un profit individuel, aggravant les conditions de fonctionnement de ce secteur public, pérennisation d'une médecine à deux niveaux. Une moralisation de ce même secteur s'amorçait d'ailleurs timidement sous le régime giscardien (cf ci-contre). Aussi ne fut-ce pas véritablement une surprise lorsque Jack Ralite, ministre de la Santé, annonça cette mesure pour début 1982.

Une réaction disproportionnée menée par la droite médicale

Cette décision, cependant, a provoqué une réaction qui peut paraître disproportionnée si l'on sait que seulement un quart des médecins hospitaliers à temps plein — 3 500 sur 14 000 — sont touchés. Alors que 50 % des chefs de service font du privé, 6 % seulement des chefs de clinique le pratiquent, et ce secteur représente à peine 1 % des journées d'hospitalisation et 3 % des consultations totales. Mais ces médecins qui exercent dans le secteur privé bénéficient de deux atouts leur permettant de démarrer cette agitation :

d'une part, ils sont le corps le mieux structuré dans le milieu syndical hospitalier, sont habitués de longue date à défendre leurs intérêts corporatifs, et pour un certain nombre d'entre eux très liés, voire engagés dans l'opposition actuelle ; d'autre part, les revendications mises en avant ne pouvaient que rencontrer un écho favorable chez les médecins isolés, peu habitués à une réflexion et à une action collective et d'autant plus manipulables que fort inquiets sur leur avenir dans le nouveau système. Ces revendications comportent trois axes :

— la demande d'une réelle concertation ;

— la définition d'un nouveau statut garantissant une couverture sociale satisfaisante ; actuellement la retraite est calculée sur la base des deux tiers du salaire ;

— enfin, le maintien du secteur privé qui serait le garant de soins personnalisés et humanisés qui ne pourraient être réalisés que dans le cadre de l'exercice d'une médecine libérale.

Il s'agit donc bien d'une grève politique, ce qui est confirmé par les liens des meneurs du mouvement avec l'opposition. La défense des libertés dans la médecine, quel cheval de bataille tout désigné par la droite dans le contexte international actuel !

Ralite : se réclamer du changement, ne pas heurter les libéraux

Face à ces revendications, la marche de manœuvre du ministre Ralite est faible : il hésite à se mettre à dos une catégorie professionnelle au poids économique et politique non négligeable, alors que son action propre est limitée par la tutelle financière qu'exerce son partenaire PS au gouvernement, le ministre de la Solidarité, Nicole Questiaux ; moyens financiers sans lesquels ses propositions resteront lettre morte. Depuis l'expérience chilienne, camionneurs et médecins ont mauvaise réputation pour les expériences de gauche... En droite ligne des propositions du PCF pour la santé, Ralite a quelques idées forces : valorisation de la technique médicale, volonté de donner « *des pour la Santé* », sans vraiment remettre en cause la façon dont

est pratiquée la médecine aujourd'hui, accent mis sur la prévention. Toutes ces idées se concrétisent dans des propositions encore floues comme le projet de réforme hospitalière. Ce projet propose le remplacement des actuels services par des départements moins hiérarchisés, une ouverture des conseils d'administration des hôpitaux aux représentants du personnel. Cette dernière mesure voudrait d'ailleurs appliquer au secteur hospitalier public le modèle de fonctionnement prévu par le PCF ou les entreprises nationalisées.

Dans le même sens, des circulaires sont parues en septembre facilitant le droit de grève dans les hôpitaux par le paiement automatique des heures de grève en échange de l'obligation d'assurer un service minimum, l'extension des droits et libertés syndicales qui a été dénoncée par la droite comme une volonté de développer le pouvoir de la CGT ; ces mesures peuvent aider à une remobilisation dans ce secteur.

Enfin, l'affirmation réitérée

dans de nombreux discours de Ralite, que la santé n'est pas l'affaire des seuls médecins, l'accent mis sur la nécessité d'une prévention sur les lieux de travail peuvent faciliter le développement d'une sensibilisation sur ces questions dans les entreprises et renforcer la crédibilité d'une organisation de médecins comme l'Union Syndicale de la Médecine pour laquelle une transformation du système de santé doit être l'affaire de tous : travailleurs, usagers, professionnels du secteur.

Un mouvement sans unanimité

Derrière l'unanimité de façade du corps médical, de nombreuses réactions prouvent que ce milieu est loin d'être homogène. Si l'unité a pu se faire autour de la revendication d'une amélioration du statut, certains participants au mouvement se sentaient peu motivés pour défendre le secteur privé, sans compter ceux qui étaient opposés à cette grève d'avertisse-

ment mais sont sensibles à la question de l'amélioration de la qualité du service public.

Un mouvement comme Solidarité Médicale qui revendiquait fin décembre 60 000 adhérents (?) a bien saisi cette sensibilité, masquant les revendications les plus ouvertement corporatistes concernant le maintien du secteur privé, l'augmentation des salaires de 30 %... derrière la volonté affirmée de vouloir préserver la qualité des services, de l'accueil, de l'hébergement. Mais les différences de statuts entre le personnel titulaire (chefs de service...) à la pointe du mouvement et le personnel au statut plus précaire (internes, chefs de clinique) accentuent la fragilité du consensus ainsi obtenu.

Le SMH : contre la grève et le pouvoir médical à l'hôpital

Mais le regain de dynamisme d'une défense du libéralisme en

réaction à une perspective de fonctionnarisation est contrebalancé par l'émergence d'un courant représenté par des mouvements comme le Syndicat de la Médecine Hospitalière, adhérent de l'Union Syndicale de la Médecine (1) opposé à la grève et qui se situe très nettement dans une optique de revalorisation du secteur public.

Critiquant la logique « lorsqu'on commence une carrière médicale, la priorité n'est plus de soigner des malades mais de faire carrière », ce syndicat réclame une réforme radicale du fonctionnement de l'hôpital avec une remise en cause du pouvoir médical, de l'exclusion des usagers de l'hôpital, de la place centrale de l'hôpital dans le système de soins.

Mais il faudra tenir compte de la relative capacité de la droite à mobiliser les médecins au nom de la défense des valeurs libérales, mais aussi avec la faiblesse actuelle de la mobilisation des travailleurs sur les questions de santé, la crise avec le chômage étant au premier plan des préoccupations sociales.

Mais il existe une aspiration réelle à une autre prise en charge des questions de santé et le gouvernement devra choisir entre l'avancée vers un réel et indispensable changement dans ce domaine et les ménagements tactiques des susceptibilités des tenants du libéralisme médical. La mobilisation pour une transformation du système de soins peut être favorisée par des mesures telles que la départementalisation et la démocratisation prévue dans les hôpitaux publics, mais une transformation réelle ne pourra s'effectuer sans une remise en cause en profondeur par les professionnels de leurs conditions d'exercice, en prolongement d'un mouvement social ayant la volonté de se réapproprié ce secteur.

1) USM, Union Syndicale, qui regroupe le SMG (Syndicat de la Médecine Générale), le SMH et une série de syndicats comme le Syndicat de la Médecine du Travail, regroupés sur les mêmes principes que le SMG.

Le secteur privé à l'hôpital public : une pratique préjudiciable pour la qualité des soins

« Allo, l'hôpital, pourrais-je avoir rendez-vous avec le professeur Durand ? »

- Que voulez-vous, une consultation publique ou privée ?

- Quelle est la différence ?

- Eh bien, en consultation publique, il faudra attendre trois mois et encore vous serez vu en présence d'étudiants ou par un chef de clinique ; mais en consultation privée, je peux vous donner un rendez-vous dans une semaine avec la certitude d'être examiné par le professeur en personne.

Le privé, pour le grand public, c'est surtout cet aspect caricatural des consultations privées de quelques grands professeurs où, pour des sommes allant parfois de 200 à 800 F, le malade a droit à un entretien « personnalisé » de 15 minutes. Mais c'est en fait une réalité beaucoup plus complexe : des lits d'hospitalisation réservés aux malades privés, aux consultations de l'hôpital général où les tarifs sont voisins de ceux pratiqués par les spécialistes de ville, en passant par les consultations de Centre Hospitalier Universitaire (CHU) aux tarifs exorbitants, la pratique du privé prend des visages très différents. Deux types de malades y ont recours :

- ceux qui jugent normal de se payer des soins qu'ils pensent de meilleure qualité, de par leur appartenance sociale, se valorisant par ce choix « de classe ». Il s'agit alors de notables, de cadres

supérieurs, de hauts fonctionnaires...

- ceux qui malades, démunis et inquiets pour leur sort, sont désireux de trouver rapidement un traitement efficace et se laissent prendre au piège.

Pour les médecins, plusieurs motivations sont possibles :

- ce peut être une source de revenus considérables, en particulier dans les CHU ;

- le privé permet de s'assurer une retraite et une couverture sociale beaucoup plus intéressantes que celles offertes par le statut public. C'est la motivation de beaucoup d'hospitaliers pratiquant le privé dans les hôpitaux de deuxième catégorie : ceux-ci ont été particulièrement mobilisés dans le mouvement du mois de décembre.

- Mais aussi l'activité privée, grande pourvoyeuse de notables, de hauts fonctionnaires ou d'hommes politiques, permet au médecin (surtout en CHU) de se constituer un réseau de relations sur lequel il s'appuiera pour obtenir des aides, la création d'une activité de soins, une promotion personnelle... Ce système a deux conséquences : tout d'abord, il favorise les abus :

- le secteur privé est avantagé par rapport au secteur public d'hospitalisation (chambres plus confortables, personnel plus disponible, moins d'attente) ;

- rabattage par le dénigrement systématique du système public ;

- reversement peu ou pas

fait à l'hôpital qui fait alors bénéficier de sa structure ce secteur, réalisant un véritable détournement de matériel et personnel publics.

Deuxième conséquence : il favorise la dégradation de la qualité des soins rendus par le service public : la pratique de consultations privées fait délaissier les consultations publiques et celles-ci sont trop souvent rapides et désinvoltes, faites par du personnel pas toujours très compétent (internes...), avec des attentes interminables... La pratique privée favorise en outre l'abandon partiel de fonctions de soins, d'enseignement, de recherche. Enfin, l'attribution de crédits, l'ouverture de services se font davantage sur des critères de pouvoir ; les chefs de service les obtiennent, plus par l'utilisation de leurs relations acquises grâce au privé qu'en s'appuyant sur les besoins réels de la collectivité.

Enfin, le privé n'est en rien un gage de soins de qualité : les malades hospitalisés en secteur privé sont en fait souvent abandonnés (surtout en CHU) de par l'animosité des autres médecins qui se sentent peu mobilisés pour faire un travail dont un seul profite au détriment de la collectivité. Actuellement, certains médecins exerçant exclusivement en secteur public, ont su donner à leur activité une qualité dont se réclame abusivement le privé.

Des réformes mortes-nées

Lorsqu'en 1958, Robert Debré a proposé sa réforme hospitalière, l'objectif était de transformer les hôpitaux publics, vétustes, démunis de moyens à côté du secteur libéral florissant. Les médecins à l'époque consacraient l'essentiel de leur temps et de leur énergie à la pratique privée en ville. Le premier problème était donc d'attirer et de fixer les médecins et à l'hôpital, et de transformer le statut habituel de temps partiel en un statut de temps plein qui réunirait soins, enseignement et recherche. Le moyen alors préconisé et mis en œuvre à partir de 1960, est la possibilité offerte au médecin exerçant au sein du service public de continuer à avoir sa clientèle libérale à l'hôpital, ce qui permettait en même temps d'attirer cette clientèle, peu habituée à fréquenter l'hôpital public. Le statut de ces secteurs privés prévoyait la possibilité de consultations privées deux demi-journées par semaine et l'utilisation de 8% des lits d'hospitalisation. Le médecin utilisait les locaux, le personnel et le matériel hospitalier moyennant une faible redevance : 30% du tarif conventionnel sur les consultations, 10% sur les hospitalisations.

Dans les années 1970, la situation a changé dans les hôpitaux publics, la médecine hospitalière a été très largement « revalorisée » au détriment d'autres types de médecine. L'hôpital est devenu par son plateau techni-

que un maillon essentiel du système de soins : la clientèle favorisée a pris l'habitude de s'y faire traiter. Les objectifs fixés à cette concession qu'est le secteur privé ont donc été atteints et, de plus en plus, ce sont les effets pervers de cette pratique qui vont être dénoncés par les organismes de contrôle, préoccupés par l'inflation des dépenses de santé. En 1979, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales constate l'écart entre les états statistiques de la sécurité sociale et les déclarations que les médecins font à l'hôpital du nombre d'actes accomplis par eux au cours d'une période donnée. En 1980, le rapport de la Cour des Comptes note que certaines activités sont exercées au-delà des limites permises ; les redevances ne sont pas décomptées sur la base de tous les actes pratiqués. Alors est introduit un semblant de moralisation de ce secteur : Barrot, ministre de Giscard, prépare un décret, en décembre 1980, prévoyant l'encaissement direct par les hôpitaux des honoraires médicaux de consultation, ainsi qu'un contrôle réel de l'activité privée. Mais les protestations du corps médical, les considérations électorales font repousser l'application de ce texte en mars 1981, texte finalement resté lettre morte. Le PS ne pouvait, dans son programme, oublier la condamnation du secteur privé, illustration caricaturale d'une médecine inégalitaire, liée à l'argent.

Ouverture de la tribune de discussion du 4^e Congrès du PCR

Le Parti Communiste Révolutionnaire va tenir prochainement son 4^e Congrès. Depuis le Congrès précédent, en novembre 1978, d'importantes modifications sont intervenues dans la situation politique (notamment avec l'arrivée de la gauche au pouvoir) qui exigent de la part des communistes de redéfinir leurs propositions. Le succès culturel du PS interpelle également tous ceux qui, depuis mai 68, se sont battus pour une transformation révolutionnaire de la société française ; quel bilan tirer de cette pratique ? Telle est l'une des questions qui sera examinée par ce Congrès. Depuis deux ans, le PCR s'est engagé dans la définition progressive de nouvelles orientations mettant au centre de sa réflexion la nécessité d'une rénovation du marxisme, de l'élaboration d'un projet révolutionnaire prenant toute la mesure de la réalité des contradictions de notre société et apportant des réponses neuves à la perspective de la Révolution et du socialisme. Le 4^e Congrès devra sanctionner cette orientation et approfondir la réflexion engagée.

Pour pouvoir mener à bien la discussion sur l'ensemble de ces questions, le Congrès se déroulera en deux sessions distinctes. Lors de sa première session, dont la préparation est en cours, trois questions seront débattues :

1) Comment apprécier la victoire socialiste en mai dernier ? Comment caractériser le nouveau pouvoir et quel rapport définir par rapport à la politique qu'il met en œuvre ? Quelle doit être la politique d'action des révolutionnaires aujourd'hui ? Comment, en prenant en compte à la fois la nouvelle situation créée par la victoire du 10 mai et la réalité de la disposition des forces politiques et sociales qui, tout en ayant contribué à cette victoire, ne réduisent pas leur projet à celui du PS (ou du PCF), redéfinir le processus de construction d'un parti révolutionnaire capable de constituer une alternative politique ? Comment, dans ce cadre, articuler les initiatives visant à un regroupement large des forces qui peuvent être unies sur une base de démarcation avec la politique du nouveau pouvoir et la description d'une alternative, sans que cela signifie addition de l'ensemble de ces forces, au même degré, à un projet révolutionnaire, et les tâches propres d'une organisation communiste ?

2) Quel bilan tirer de l'activité développée par les marxistes-léninistes depuis 1968 ? Au moment où la victoire de la gauche suscite chez de nombreux militants des interroga-

tions sur la validité de la perspective révolutionnaire, elle interpelle tous ceux qui ont fait leur cette perspective, les incite à porter une appréciation critique sur ce qu'ont été les analyses et la pratique portées par le mouvement révolutionnaire pendant toutes ces années.

Quelle a été la réalité du mouvement révolutionnaire dans notre pays après mai 68 ? En quoi a-t-il pesé sur la société française ? Quels ont été, aux différentes périodes, les choix effectués par les communistes révolutionnaires, ce qui constitue leurs acquis, les limites qu'il s'agit de dépasser aujourd'hui ? L'ensemble de ces questions

ne concerne pas, à notre sens, le seul PCR et nous invitons tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont inscrit leur action dans une perspective révolutionnaire, à apporter leur contribution à cette réflexion.

3) Quelles réformes apporter au fonctionnement du PCR pour l'adapter aux tâches nouvelles et pour remédier aux dysfonctionnements et aux limites apparues ? A l'heure où abondent les remises en cause du centralisme démocratique, où celui-ci se voit attribuer la paternité de toutes les déviations totalitaires intervenues au sein du mouvement communiste, il

nous faut à la fois répondre aux questions politiques ainsi soulevées et réfléchir au fonctionnement même de l'organisation communiste en vue de l'améliorer.

Sur toutes ces questions, nous nous invitons nos lecteurs à nous faire part de leurs points de vue, de leurs réflexions. A cet effet, il a été décidé d'ouvrir une tribune de discussion préparatoire au 4^e Congrès du PCR, dans les colonnes de *Pour le Socialisme*. Pour donner tous les moyens nécessaires au débat, une parution hebdomadaire du journal pourra être entreprise pendant cette période.

de. Un numéro spécial de *PLS* est en préparation qui contiendra un ensemble de textes préparatoires à la première session du Congrès. Il est possible de l'obtenir en en faisant la demande au journal.

La tribune de discussion, qui sera animée par Charles Villac, membre du Secrétariat Politique du PCR, Samuel Lara et Yves Derenne, membre du Bureau Politique, est largement ouverte aux contributions des militants du Parti, des lecteurs de *PLS*, portant sur les différents questions à l'ordre du jour de la première session du Congrès. Alors, à vos plumes !

Afghanistan

Deux ans de résistance à l'invasion soviétique Notre soutien doit s'intensifier

27/12/79 : Les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan, tuent Amin et installent Babrak Karmal au pouvoir.

27/12/81 : Les troupes soviétiques sont toujours en Afghanistan. La résistance populaire s'est généralisée à l'ensemble du pays et contrôle des zones déjà entièrement libérées et aujourd'hui auto-administrées. Le gouvernement de Kaboul est de plus en plus isolé et son armée en pleine décomposition. Les troupes soviétiques occupent à peine 1/10^e du territoire. Retranchées dans leurs bases, elles lancent régulièrement des offensives meurtrières dans certaines régions telles le Panjshir en septembre 1981 et le Paktia en octobre 1981, le Kandahar le 28 novembre 1981.

Trois millions d'Afghans (20% de la population totale) ont été contraints de fuir leur pays et ont pour la plupart trouvé refuge dans les pays limitrophes. Coupés de leur famille et de leur patrie, ils vivent dans les conditions les plus difficiles.

Deux années de souffrances, de misère, de deuils pour tout un peuple.

Deux années de lutte acharnée des patriotes afghans pour recouvrer leur liberté, leur indépendance, leur dignité.

Deux années aussi qui appellent au développement et à la concrétisation de l'unité des forces de la Résistance.

Association Des Afghans en France
Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Afghan
(A.D.A.F. - M.S.R.A.)

Pour exiger le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan
Pour soutenir la lutte du peuple afghan

Manifestation
Mercredi 20 janvier, à 17 h 15
de Strasbourg Saint Denis à Opéra

dans le cadre de la semaine internationale de solidarité
avec le peuple afghan, du 16 au 23 janvier

A l'appel de : MSRA, AFRANE, ADAF, CFDT, FEN, FO, MRG, PS, PSU, PCR, LCR, UNEF id, Droits socialistes de l'Homme, C1cR, CIMADE, CEDETIM, Syndicat CGT des correcteurs du livre, MRJC, MDPL, OCI...

Parmi les premières personnalités qui soutiennent cette initiative : Laurent SCHWARTZ, Vladimir JANKELEVITCH, Arthur LONDON, Lise LONDON, Claude BOURDET, Jean ELLENSTEIN, Hélène PARMELIN, Jean LACOUTURE, Simone LACOUTURE.



27 décembre à Paris : des militants du MSRA, soutenus par l'Association des Afghans en France, accrochent une banderole sur la façade de Notre-Dame, et collectent des fonds pour la résistance.

Henri CARTAN, Jean BRUHAT, Antoine SPIRE, Bernard BODOURESQUE, Jacques CHATAIGNER.